

14 JUILLET 2015
Jean-Paul LECOQ
Maire, Conseiller Départemental

Mesdames, Messieurs,
 Chères citoyennes, chers citoyens,

Permettez-moi, en début de mon propos, de vous redire mon plaisir de vous retrouver ce matin si nombreux, ici, en ce 14 juillet 2015.

Vous le savez, nous le savons, notre fête nationale du 14 juillet, c'est d'abord la fête de la République, de notre République.

Si ce jour est aussi synonyme de moments festifs, il est avant tout un jour particulier puisque cette date célèbre chaque année, un événement fort de notre histoire collective.

Le début d'une ère nouvelle, le 14 juillet 1789, où le peuple est intervenu pour changer le cours de sa propre histoire.

Un peuple « sujet » qui devint un peuple « acteur » de sa destinée parce que, un jour, il l'a voulu ainsi.

Mais aussi parce que ceux qui étaient censés agir dans son intérêt, le protéger, lui permettre d'accéder au progrès, ce pouvoir en place, bien assis sur son trône, à l'abri se croyait-il de sa puissance et de ses privilèges, n'était plus digne de lui.

Le peuple met parfois du temps pour agir mais quand il se met en mouvement, rien ne peut l'arrêter. C'est ce que des milliers d'années de l'histoire de l'humanité nous ont enseigné. C'est ce que le peuple Grec vient à nouveau de prouver.

Les trahisons, les renoncements, les promesses et autres engagements pris devant le peuple avant d'être relégués aux oubliettes, finissent toujours par se payer cash. Ce fut vrai en 1789, ça le reste aujourd'hui.

Je ne prédis pas pour autant que des têtes vont tomber, à chacun son temps, quoi que je me souviene qu'après la crise en Islande lorsque ce pays et son peuple ont relevé la tête, toute la classe dirigeante et les banquiers furent sortis de tout pouvoir, un certain nombre étant traduit en justice.

Car dans toute société humaine celui qui se sert ou qui exerce le pouvoir en oubliant ceux qu'il doit servir est condamné à disparaître.

Certes, ce ne fut pas la démocratie dès le 14 juillet 1789, ni le lendemain, mais pour la première fois le peuple en mouvement, faisait le choix de sa liberté, exigeait de devenir femmes et hommes respectés.

Oui, le 14 juillet 1789, c'est bien le peuple qui entre en scène et en ce 14 juillet 2015, il serait bon que tous ensemble, nous nous le rappelions, que nous en tirions les leçons pour l'avenir.

Prenons garde de ne pas nous faire voler notre République et ses valeurs, bien mises à mal et menacées par les gouvernements libéraux successifs à la solde des puissances de l'argent, de la finance, résignés quand il s'agit d'agir pour l'intérêt général, pour la santé, dans l'éducation, pour les services publics, pour les communes, mais zélés et imaginatifs lorsqu'il s'agit d'aider les privilégiés à l'être encore plus.

Une République menacée aussi de l'intérieur par certains Républicains voulant la détourner pour servir leur soif de liberté, liberté individuelle, liberté du renard libre dans le poulailler libre bien entendu, surtout pas pour les libertés collectives juste pour une liberté individuelle poussée à l'égoïsme, en bannissant l'égalité et la fraternité.

Une République menacée de l'extérieur surtout par des populismes, des extrémistes et pas seulement religieux, politiques principalement qui apprennent depuis peu à parler le Républicain, à citer Jaurès alors qu'ils auraient fait parti à l'époque de la cohorte de ceux qui voulaient l'abattre et l'ont finalement abattu.

Derrière leur masque se cache la volonté de procréer une société de l'ombre à l'opposé de celle des lumières : dresser les gens les uns contre les autres, diviser pour mieux régner, confisquer plutôt que de distribuer, se fermer plutôt que de s'ouvrir, bref tout le contraire d'une République citoyenne et solidaire, généreuse.

Quand la République ne protège plus ses citoyens en installant la précarité, la misère, elle est en danger.

Quand la République oublie de redistribuer les richesses, quand elle sert les privilèges au lieu de servir l'intérêt général, quand elle étouffe les classes moyennes qui payent pour tout sans avoir le droit à rien, quand elle met à contribution les pauvres pour aider les plus pauvres encore, elle est en danger.

Quand la République ne porte plus les valeurs de tolérance, si utiles pour vivre ensemble, en faisant remonter le nationalisme, les haines qu'il véhicule, elle est en danger.

Quand la République divise plutôt que de rassembler, exclut plutôt que d'accueillir, elle est en danger.

Quand la République est devenue sourde aux aspirations de ses citoyens, hier avec le gouvernement Sarkozy bafouant l'expression populaire avec le traité constitutionnel européen, aujourd'hui avec le gouvernement Hollande prenant l'habitude de passer ses mesures en force avec le 49.3 bafouant la représentation nationale, la République est touchée.

ooo

Au cours des siècles, au prix de hautes luttes, de sacrifices, de son sang et de ses larmes quelquefois aussi, le peuple a du sans cesse lutter, se battre pour arracher petit à petit ses droits, ses acquis sociaux, son respect.

Acquis toujours remis en cause par le patronat et la haute finance qui n'ont jamais accepté que le peuple accède à des droits sur sa propre existence, qu'il ait la parole, qu'il porte atteinte à ses privilèges.

De ces luttes, de ces mobilisations, de ses révolutions aussi, de la résistance à l'occupant, sont nés des droits affirmés comme inaliénables et pourtant si fragiles à la fois.

Droit à l'enseignement, l'école pour tous et partout, véritable ascenseur social, remède contre l'obscurantisme, source d'enrichissement personnel et collectif

Droit à vivre décemment, la tête haute, à tout âge pour subvenir à ses besoins fondamentaux et ceux de son foyer, par un logement adapté, par un travail où vous êtes respecté, par une retraite digne...

Droit à contribuer à la richesse de la nation et à bénéficier des fruits de la redistribution, un impôt juste et proportionné qui prend en compte les richesses réelles, des services publics gratuits et à proximité de son bassin de vie et d'emploi

Aujourd'hui plus qu'hier, et sans doute moins que demain si le peuple ne se dresse pas de nouveau pour dire STOP, tous ces droits se trouvent menacés ou bafoués alors même que notre société n'a jamais été aussi riche et que cette richesse devrait conduire à conquérir des droits nouveaux. Non, la France n'est pas devenue subitement un pays pauvre, bien au contraire.

ooo

Ces droits, nos droits, se trouvent en danger parce que notre République, à l'image de toute l'Europe est malade, elle est malade de l'austérité. Ce poison vendu comme un remède par des charlatans qui n'ont comme obsessionnelle préoccupation que d'enrichir encore plus les plus puissants, au prétexte qu'il appartiendrait à tout un chacun de devenir lui-même riche à tout instant.

Légende, mirage, mythe vendu dans la notice pour endormir plutôt que de lutter, occupez-vous donc de l'assiette de votre voisin, pas de celles qui se trouvent bien à l'abri derrière des hautes murailles ou dans les coffres des banques.

La maladie de l'austérité, celle qui a failli faire crever le peuple Grecque avant qu'il ne se rebelle, celle qui a fait crever bien avant des générations entières en Afrique ou en Amérique de Sud, celle qui règne à Bruxelles et dans la plupart des capitales du vieux continent, celle qui dirige le FMI, cette maladie de l'austérité s'en prend désormais, ici en France, aux collectivités.

Les communes et les Départements sont gênants parce qu'ils constituent des contre-pouvoirs mettant notamment à mal la doctrine libérale, refusant l'austérité et agissant pour les gens au plus près de leur vie quotidienne plutôt que pour l'argent.

Ils devaient donc disparaître du moins les Départements dans un premier temps, les communes étant amenées à se noyer dans de vastes intercommunalités ou à fusionner : la mobilisation citoyenne, celle de leurs élus, les ont sauvés. Pour l'heure en tout cas.

Car, que personne ne s'y trompe, les libéraux ont de la suite dans les idées.

Avec les lois MAPAM et NOTRe ils reviennent à la charge :

- **Des Métropoles qui vont gloutonner les fonds publics et renforcer la cassure territoriale entre territoires riches et territoires délaissés.**
- **Des Régions mastodontes constituées dans le dos des habitants qui n'ont même pas été consultés, bénéficiant de moyens considérables piqués au passage aux communes et départementaux amenés à se partager la pénurie.**
- **Le dernier scoop de la Ministre en charge de ce tripatouillage territorial concernant la CVAE, l'ancienne Taxe Professionnelle, étant de ce point de vue édifiant. Aux Régions la manne, aux Communes et Départements sur les territoires desquels est pourtant produite cette richesse professionnelle, à eux les restes.**
- **La clause générale de compétence qui permet à une collectivité d'avoir le droit de se mêler et d'agir sur tout ce qui concerne son territoire et ses habitants est menacé de disparition.**
- **Les communes et départements sont étranglés par une baisse sans précédent de leurs financements.**

C'est 1 million d'euros en moins pour notre ville annoncé pour 2016.

Toute l'organisation du territoire héritée des luttes pour la démocratie, pour la République s'en trouve profondément affectée. François Hollande nous souhaite un bon 14 juillet !

Et bien, nous, à partir de ce 14 juillet, nous appelons les citoyens à lui répondre et à se mobiliser. Et nous ne sommes pas les seuls. L'Association des Maires de France, dans la diversité de ses composantes, appelle à l'unanimité les Français et leurs élus à agir pour sauver leurs communes et leurs départements.

Le gouvernement avec la complicité de sa majorité parlementaire, a décidé d'un nouveau plan de baisse drastique des dotations aux collectivités après plusieurs plans similaires qui ont déjà eu des conséquences néfastes pour les communes.

Cette fois, s'en est trop. Tous ensemble, nous devons exiger de l'Etat qui n'est nullement le propriétaire des richesses nationales, la juste répartition de ces richesses et notamment en faveur de ce qui constitue le socle de notre République : les communes.

Cet été et sur le mois de septembre, de nombreuses initiatives seront proposées dans ce sens, je vous appelle à y participer massivement pour prendre notre destin en main.

ooo

« Il y a des moments où les rêves et les espoirs les plus fous semblent réalisables à condition d'oser les tenter ».

C'est par conscience de leur condition, de leur soif de rêve à vivre dignement, qu'en 1789, des femmes et des hommes se sont levés, ont osé porter la révolution.

C'est cette même conscience, ces mêmes espoirs, qui ont poussé des peuples européens à s'opposer aux choix de l'Europe qui s'est construite sans eux, contre eux : les Danois en 92, les Irlandais en 2001, les Français et les Néerlandais en 2005.

Et en ce mois de juillet 2015, c'est le peuple grec, à bout de souffle, à force de sacrifices, qui a défié les tenants de l'austérité. Ce peuple a fait un pied de nez aux libéraux qu'ils soient de droite ou socialistes.

Ce peuple a réhabilité cet idéal que, nous, communistes, revendiquons et défendons : « l'humain d'abord ».

En Grèce, le peuple est souverain et le pouvoir fait ce qu'il a dit, c'est le défi pour la démocratie dans ce pays où est née la démocratie.

Cet événement doit s'élargir afin d'ouvrir une nouvelle ère en Europe, demain en Espagne, en Italie et bien entendu en France.

Une nouvelle page populaire, démocratique, solidaire et écologique, doit s'écrire avec tous les peuples européens et bien au-delà. Car ce sont tous les peuples de tous les continents qui légitimement aspirent à vivre mieux.

C'est cette volonté qui me guide. Je ne veux pas que résister, je veux que nous soyons très nombreux à être révoltés pour transformer le cours des choses.

C'est ce qui doit nous pousser à agir et non plus à subir pour redonner du sens aux mots « liberté, égalité, fraternité », inscrits sur le fronton de nos mairies.

Je vous souhaite un bon 14 juillet en n'oubliant pas ce qu'il incarne et doit inspirer.